



Mobilisation des parents et des enseignants au groupe scolaire Delavaux à École-Valentin (Doubs), où deux classes doivent fermer à la rentrée. Reportage photo Rolland Quadrini/KR Images Presse pour le JDD



Blandine Turgy, institutrice à École-Valentin (Doubs), vendredi.

Ils se battent pour leur école

Éducation Les cartes scolaires départementales dévoilées ces derniers jours font craindre la disparition de 1.500 à 3.000 classes de primaire et de maternelle. Pourtant, le nombre d'élèves augmente. École par école, la mobilisation s'organise

Anne-Laure Barret et Bruno Jeuzy

Quatre mille neuf cents élèves de primaire et de maternelle en plus, 9.000 instituteurs en moins, combien de classes fermées dans le premier degré à la rentrée 2011 ? C'est un problème de maths et de politique sur lequel planchent, en cette fin d'année scolaire, ministère de l'Éducation et syndicats enseignants. Un casse-tête en fait : les principaux syndicats enseignants évaluent à quelque 3.000 (0,6 % du total) le nombre de classes qui seront supprimées. Un « tsunami » inédit, selon eux, dans un contexte de légère augmentation du nombre d'élèves (4.900, selon le ministère). Mais ce chiffre de 3.000 fermetures est contesté par le ministère, qui avance le nombre de 1.500 classes à supprimer. Une chose est certaine, en attendant le verdict arithmétique de la rentrée : 8.967 emplois (5.600 postes de remplaçant et 3.367 postes devant élèves) vont passer à la trappe. Les cartes scolaires départementales dévoilées ces jours-ci par les inspecteurs d'académie font déjà l'effet d'une bombe dans certaines campagnes et zones urbaines défavorisées. « Le sujet est tellement politique que Luc Chatel a différé leur annonce au lendemain des cantonales. Les fermetures de classes sont certes symboliques mais elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg », analyse Guy Barbier, du syndicat SE-UNSA.

Tandis que les calculettes s'affolent, au risque de fournir des es-

timations contradictoires, des parents d'élèves se mobilisent dans tout le pays pour protester contre les fermetures. À Trouville, un site Internet a été créé pour « garder » une maîtresse de maternelle. Dans le Calvados, une dizaine d'écoles ont été occupées lundi. D'importants rassemblements se sont tenus début avril dans les Hauts-de-Seine, l'Essonne et l'Hérault. D'autres sont prévus cette semaine dans le Jura, où dix villages risquent de se retrouver sans école à la rentrée. Pendant ce temps, des élus locaux, parfois issus des rangs de la majorité, font le siège des bureaux des recteurs dans l'espoir de « sauver » des clas-

8.967

emplois vont être supprimés

ses dans leur région. « La rentrée scolaire [...] devrait se faire dans des conditions difficiles », reconnaissait hier dans *Liberation* le député UMP et rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée, Gilles Carrez. Soucieux de « ne pas ennuyer Luc Chatel », qui a « assez de soucis

comme cela », Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation nationale, confie néanmoins au JDD qu'il est « contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale ».

« L'année 2011 marquera la mort des remplaçants »

« La mobilisation s'organise, veut croire le président de la FCPE, Jean-Jacques Hazan. Nous venons de lancer une pétition nationale pour demander au gouvernement de revenir, par le biais d'un collectif budgétaire, sur les suppressions de postes votées l'an dernier. » « Ces actions ne signifient rien. Il y en a chaque année. Des classes

ferment, d'autres ouvrent. C'est le jeu habituel de la démographie scolaire », démine-t-on Rue de Grenelle. Échaudés par l'échec de la mobilisation nationale du 10 février, les enseignants emboîteront néanmoins le pas des parents lors d'une journée d'action le 18 mai. « C'est comme si les gens se rendaient compte, avec retard, que la casse de l'école publique décidée dans le budget 2011 était vraiment à l'œuvre », analyse Sébastien Sühr, le secrétaire général du SNUIPP-FSU, principal syndicat du primaire.

Pour un inspecteur d'académie qui assure vivre sa pire rentrée, « 2011 marquera la mort des remplaçants » : « Cela ne posera pas trop de problèmes en septembre, mais il faut s'attendre à une hécatombe en hiver au moment de la grippe et ce sera encore pire au printemps ! Comme de nombreuses enseignantes programment leur congé maternité à cette date, certaines classes n'auront plus de maître au tableau. » Ce professionnel expérimenté s'étonne de voir pratiquer des coupes budgétaires d'une telle ampleur à la veille d'une élection présidentielle : « Les parents sont aussi des électeurs. »

Autres variables utilisées par les recteurs et autres inspecteurs d'académie : l'augmentation du nombre d'enfants par classe, la diminution de postes d'enseignant spécialisé dans l'accueil des élèves en difficulté et la limitation de la scolarisation des moins de 3 ans. « Épaülés



À Asnières-sur-Seine, vendredi, des banderoles dénoncent les suppressions de classes. Eric Dessons/JDD